

MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

Direction des Libertés Publiques
et des Affaires Juridiques

21 septembre 1992

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

à

MESDAMES et MESSIEURS les PREFETS
MONSIEUR le PREFET de POLICE

NOR : INTD9200269C

OBJET : Arrêté du 21 juillet 1992 fixant les modèles de registres prévus par le décret n° 88-1040 du 14 novembre 1988. Police de la vente ou de l'échange de certains objets mobiliers.

REF. :

- Loi n° 87-962 du 30 novembre 1987 relative à la prévention et à la répression du recel et organisant la vente ou l'échange d'objet mobilier.
- Décret n° 88-1040 du 14 novembre 1988 relatif à la vente ou à l'échange de certains objets mobiliers, notamment ses articles 6 et 11.
- Circulaires NOR/INT/D/89/00361/C et D/91/00247/C.

Afin de renforcer la lutte contre le recel, le législateur a notamment soumis l'exercice de l'activité de revente d'objets mobiliers à une réglementation spécifique qui prévoit comme principales obligations incombant aux professionnels du secteur, la déclaration en préfecture et la tenue d'un registre coté et paraphé sur lequel sont décrits les objets acquis et portés tous renseignements permettant d'identifier les personnes qui les ont venus, échangés ou déposés.

S'agissant du registre, l'arrêté n° 491 du 29 décembre 1988 précisait qu'il doit être relié de manière à ce que ses feuillets ne soient pas détachables. Cette disposition a été alors interprétée comme faisant obstacle à l'édition informatique du registre.

En conséquence, les entreprises disposant d'un système informatisé pour leur gestion devaient affecter du personnel, en fin de journée, à la copie sur le registre relié du document édité par leur imprimante sur lequel apparaissent tous les renseignements exigés par l'arrêté précité. Cette contrainte constituait une charge de travail parfois très lourde pour les petites et moyennes entreprises effectuant quotidiennement des dizaines de transactions (dépôts-vente, récupérateurs de métaux, « casses » automobiles, etc.).

L'objet de l'arrêté du 21 juillet 1992 (J.O. 31 juillet 1992) qui abroge l'arrêté n° 491 du 29 décembre 1988 est de permettre l'édition du registre sous la forme de listing en supprimant l'exigence de la reliure.

Cette édition en continu (listing) dont la première et la dernière page sont paraphées par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la commune où se situe l'établissement ouvert au public comme prévu dans l'article 4 du décret n° 88-1040 du 14 novembre 1988 répond à l'exigence de liaison entre les feuillets, l'inaltérabilité de ceux-ci devant être garantie.

Il appartient aux revendeurs de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'enregistrement des entrées manuellement en cas de panne d'imprimante ou d'ordinateur et la photocopie d'un ou plusieurs feuillets.

Le contenu du 2° alinéa du paragraphe 2.2.1 de la circulaire n° NOR/INT/D/89/00361/C précisant que « la tenue du registre de police ne peut être informatisée » est donc devenu caduc.

Aucune modification n'est apportée à la tenue du registre visé par l'article 2 de la loi n° 87-962 du 30 novembre 1987 et l'article 11 du décret n° 88-1040 du 14 novembre 1988 (manifestations publiques).

Vous me saisirez sous le présent timbre des difficultés d'application dont vous auriez à connaître.

Le Directeur des Libertés Publiques
et des Affaires Juridiques

M. M. M.

Jean - Marc SAUVÉ